

## ST 39. Les mobilisations ethnolinguistiques en Europe

Martina Avanza, Université de Lausanne, CRAPUL

[Martina.avanza@unil.ch](mailto:Martina.avanza@unil.ch)

Mercredi 5 septembre 2009 : 2ème session

### La Ligue du Nord (Italie) et l'appropriation de la cause dialectale

Cette communication est tirée de ma thèse de doctorat en sociologie intitulée *Les "purs et durs de Padanie". Ethnographie du militantisme nationaliste à la Ligue du Nord, Italie (1999-2002)*, soutenue le 5 décembre 2007 à l'EHESS. Il s'agit d'une enquête ethnographique de longue durée parmi les militants léguistes les plus radicaux revendiquant l'indépendance de l'Italie septentrionale, rebaptisée Padanie.

L'équation « une langue, une nation », qui a largement fait ses preuves au 19<sup>ème</sup> siècle (Thiesse, 1999), reste aujourd'hui très efficace, comme l'a montré, entre autres, l'éclatement de l'ex-Yougoslavie qui a conduit à une disjonction linguistique entre ses ex-ressortissants. La Ligue du Nord, parti qui s'emploie depuis 1995 à faire reconnaître la Padanie comme une nation, ou tout au moins comme une entité culturellement distincte du reste du pays méritant pour cela d'être reconnue politiquement, ne peut pas se valoir de cet argument. Pour combler l'absence d'une langue padane, la Ligue valorise alors le « *patrimoine linguistique padan* » constitué par les dialectes du Nord, considérés par le parti comme des langues à part entière, que l'état aurait voulu sciemment détruire en imposant l'italien comme langue nationale.

En menant la bataille au Parlement autour de la Charte européenne des langues minoritaires et régionales (sans pour autant réussir à faire reconnaître les parlers régionaux du Nord), en promouvant au niveau local, provincial ou régional des initiatives pour la protection des dialectes (cours, édition de livres et dictionnaires, ouverture d'un centre spécialement consacré aux dialectes en Lombardie), la Ligue se présente comme le seul acteur politique s'occupant du dialecte et de sa défense. De cette manière, elle récupère la cause dialectale et la fait coïncider avec le parti, alors qu'une grande partie des associations concernées ne sont ni liées à la Ligue, ni en accord avec son projet indépendantiste et sa politique xénophobe.

La Ligue monopolisant, au Nord, la question dialectale, toute utilisation publique du dialecte ou toute action volontariste sont automatiquement associées au léguisme. Considéré auparavant comme une forme d'expression populaire, et pour cela défendu par la gauche dans les années 1970, le dialecte s'est alors transformé, dans son utilisation publique, en une marque de fermeture, voire de xénophobie, et d'une attitude anti-unitaire. Cette politisation du dialecte sera illustrée à travers le cas des panneaux signalétiques bilingues (italien/dialecte) que des nombreux maires léguistes ont voulu installer pour rajouter au nom officiel des villes et villages qu'ils gouvernent le nom local et par la polémique que cette action a suscitée.

La Ligue, à travers les panneaux en dialecte notamment, mais aussi avec l'usage de termes dialectaux dans des discours d'élus, promeut un usage politique et public du dialecte qui représente en Italie une véritable rupture. En effet, alors que l'utilisation du dialecte est courante en famille, cet usage est considéré comme totalement iconoclaste dans la sphère publique. La bonne maîtrise de l'italien, l'absence d'un fort accent local, correspondent encore, dans l'Italie septentrionale, à un signe de distinction sociale. L'utilisation du dialecte

est vue, dans ces contextes (école, espaces publiques), comme l'aveu d'une incapacité, jamais comme un choix. Celui qui parle dialecte dans la sphère publique est donc souvent catalogué comme rustre, ignorant, provincial, surtout lorsqu'il s'agit des parlers gutturaux des petites villes et villages de l'aire pré-alpine, celle précisément qui constitue le terroir léguiste. Ici, encore plus qu'ailleurs, la maîtrise du code linguistique, de ses normes et de ses critères de correction, sont des indicateurs du capital culturel des locuteurs (Bourdieu 1982). Ainsi, parler bergamasque est une marque d'analphabétisme. De même, si l'accent milanais est « chic » (puisque associé à une grande ville, capitale économique du pays), celui de Varèse (ville d'origine d'Umberto Bossi) est « moche et ridicule », y compris pour une bonne partie de ses locuteurs qui ont intériorisé ces jugements esthétiques et sociaux.

Le discours du parti renverse cette stigmatisation en attribuant une valeur positive aux indices infamants du provincialisme linguistique. Le fait d'avoir un accent ou un dialecte connotés négativement ne représente pas, aux yeux des léguistes, une incapacité à participer à l'élite culturelle et à ses codes de comportement, mais un choix d'« identité linguistique ». L'accent le plus généralement méprisé est alors exhibé avec fierté, en premier lieu par Umberto Bossi lui-même.

### **L'enjeu toponymique**

A partir du virage indépendantiste de la Ligue du Nord (en 1995), on a assisté à une idéologisation et à une radicalisation de la fonction d'élus locaux léguistes qui, d'administrateurs, est sommés de devenir avant-garde de la lutte de « libération nationale ». Il s'agit de traduire la revendication padane au niveau local à travers l'organisation d'activités culturelles (musique celtique, théâtre dialectal) ou la réécriture, en version padane, de l'histoire locale. Mais le versant principal de cette politique concerne le marquage du territoire qui se traduit en premier lieu par la pratique de changer les noms des rues en les padanisant (la rue Rome devient ainsi rue Padanie) et de traduire en dialecte les noms de villes et villages.

Dans la phase indépendantiste, ces pratiques étaient ouvertement encouragées par le parti. Les élus locaux léguistes étaient encadrés par des « *responsables des collectivités territoriales* » (*enti locali*), pour le rôle de conseiller d'opposition, et par le *Padania Office* pour les maires et les conseillers de la majorité. Elena, jeune journaliste de *La Padania* (quotidien partisan), a travaillé (bénévolement) dans ces deux structures en pleine phase indépendantiste. Elle m'a raconté que son rôle était d'organiser des réunions avec les élus de la Brianza (zone au Nord de Milan), dont six maires, afin d'homogénéiser leurs pratiques et de les orienter dans un sens padaniste : « *à cette époque, on insistait beaucoup sur l'indépendance. Alors il fallait leur expliquer comment faire des rues consacrées à ... (inaudible), comment faire les panneaux en langue locale* (les léguistes préfèrent l'expression « langue locale » à celle de dialecte). *Il fallait leur dire qu'ils devaient tous aller au conseil municipal avec la pochette verte* (la couleur du parti), *même des trucs bêtes, mais c'était important qu'il y ait un symbole* ».

Même s'ils ne sont plus systématiquement poussés dans ce sens, les élus léguistes ont souvent continué à mettre en place une politique de padanisation du territoire bien après que le parti ait renoncé officiellement à l'indépendance (en 2000). La Ligue regarde avec sympathie ces pratiques qui ne sont en aucun cas sanctionnées. Ainsi, lors d'une session de l'école politique fédérale, en octobre 2003, alors que la Ligue gouverne le pays avec ses alliés de droite, les élus locaux étaient encore invités à intituler des rues ou des places à la Padanie ou au Soleil des Alpes (nom du symbole figurant dans le drapeau padan), façon de concrétiser au niveau local la « *tutelle et la valorisation de l'identité* »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Maria Piera Pastore, « Struttura e funzioni degli enti locali », *Scuola politica federale*, Bovenno, 4-5 octobre, 2003. Document partisan.

Le fait de pouvoir rajouter le nom dialectal au nom officiel des villes et villages est une vieille revendication des partis autonomistes. Ce droit a été concédé dans l'après-guerre, dans les régions à statut spécial<sup>2</sup>, aux minorités francophones, germanophones et slavophones. Les listes autonomistes des régions ordinaires ont alors demandé l'extension de ce droit aux dialectes afin d'éviter que ces derniers se perdent, mais elles ne l'ont jamais obtenue. La Ligue a repris à son compte cette revendication qui, dans le cadre d'une revendication indépendantiste, a pris une tournure beaucoup plus radicale : pour un maire léguiste, rebaptiser la ville avec son nom dialectal, c'est un peu quitter l'Etat italien et s'affranchir de sa langue. Le Ministère de l'intérieur ne s'y était d'ailleurs pas trompé : en mars 1996 (six mois avant que la Ligue déclare, symboliquement, l'indépendance de la Padanie), il promulguait une circulaire concernant la toponymie (n° 4/96). Cette circulaire signalait aux collectivités locales qu'elles devaient « se tenir aux dispositions qui prévoient le bilinguisme uniquement où il est effectivement en vigueur, ce qui exclut l'utilisation du dialecte, qui, en l'état actuel de la législation, ne jouit d'aucune tutelle en ce sens ». Gilberto Oneto (désormais expulsé du parti mais principal idéologue du padanisme dans les années 1990), considérant cette circulaire comme le signe d'une véritable oppression, rappelait que la norme en vigueur était une loi fasciste promulguée en juin 1927<sup>3</sup>. Dénonçant « *l'italianisation stupide et offensive* » subie par la toponymie padane<sup>4</sup> mise en œuvre par les « *militaires de l'IGM<sup>5</sup>* » qui « *se sont comportés comme les fonctionnaires de toutes les puissances coloniales* », Oneto invitait les élus locaux à la « *résistance* ». Ils devaient ignorer la circulaire et continuer à rajouter son « vrai » nom au nom italien de la commune. Pour aider les élus dans cette opération, *Quaderni Padani*, revue « savante » du padanisme dirigé par Oneto lui-même, a commencé à publier, à partir du numéro 6 sorti en 1996, la liste des « *véritables nom de nos villes et villages* ». Le numéro 13, sorti en 1997 et entièrement consacré à la toponymie, reprend l'intégralité de cette liste contenant « *tous les noms vernaculaires des communes padanes* ». Il s'agit de la transcription d'appellations dialectales qui, pour la plupart, n'existent que sous une forme orale. Oneto est conscient qu'il peut y avoir des fautes de transcription, mais, malgré ses imperfections, il pense qu'il était urgent d'avoir cette liste afin que les élus locaux puissent s'en servir.

Même si je ne suis pas en mesure de chiffrer le phénomène, il est certain que les maires léguistes ont été nombreux à changer les panneaux signalétiques de leur commune. Ce phénomène a concerné surtout les petits centres, là où la Ligue est électoralement la mieux implantée, mais aussi quelque chef-lieu de province comme Bergame (Lombardie). Parfois, comme à Varèse et à Cantù (en Lombardie) et à Alessandria (au Piémont), les maires ou leurs adjoints à la culture ont réuni des commissions d'étude pour retrouver les « *noms historiques* » des rues datant d'avant « *l'italianisation* ». Ils ont donc changé non pas le nom de la ville, mais les plaques des rues, comportant désormais le nom officiel et le nom « local ». Ainsi, à Cantù, en 2001, au *Largo Adua* a été associé *Pianela*, « *écriteau en lombard rapportant la dénomination du début du 20<sup>ème</sup> siècle, la dénomination historique liée*

---

<sup>2</sup> Il s'agit de régions frontalières (Val d'Aoste, Trentin, Frioul) et insulaires (Sardaigne, Sicile), souvent marquées par des particularismes linguistiques, qui, dès la fin de la deuxième guerre, et suite à une importante mobilisation autonomiste, ont obtenu une large autonomie tant au niveau culturel qu'aux niveaux politique et économique.

<sup>3</sup> Gilberto Oneto, « L'oppressione toponomastica italiana », *Quaderni Padani*, n° 13, 1997.

<sup>4</sup> Il cite à ce titre des exemples. Au Piémont, *Ser vej* (hauteur ancienne) est devenu Cervelli (cerveaux) et *Mj rotond* (lacs ronds) Mogli Rotonde (épouses rondes). En Lombardie, *Senar* (cendres, lieu des cendres) s'est transformé en San Re (Saint roi) et il y a encore « *plein d'autres exemples idiots* ».

<sup>5</sup> Istituto Geografico Militare qui a en charge le service cartographique du pays.

*aux usages populaires* »<sup>6</sup>. À Varèse, en 2000, le maire léguiste a voulu jouer la carte de la modernité. Il n'a pas changé les plaques de rues, mais a fait rajouter des panneaux électriques lumineux indiquant le nom de lieux dits ou de bâtiments historiques en dialecte et en anglais.

Pour sortir ses maires de l'illégalité que comportent de telles opérations, la Ligue avait inséré la question de la toponymie dans le projet de loi constitutionnelle sur la dévolution (novembre 2001). Il s'agissait de modifier la Constitution (art. 117) pour décentraliser vers les régions des vastes pouvoirs (la police, l'éducation, la santé) qu'elles exerceraient de manière exclusive. Ce projet faisait de la toponymie une matière de compétence exclusive des régions (ce qui aurait accru le pouvoir de la Ligue en la matière, le parti et ses alliés gouvernant presque toutes les régions septentrionales). Luciano Vandelli, en analysant le parcours législatif de la loi sur la dévolution, s'étonne d'une telle précision, puisque la question de la toponymie lui semble sans importance dans le cadre d'une réforme institutionnelle de grande envergure (Vandelli 2002). Mais cette matière est emblématique : réintroduire le « vrai » nom des villages est pour les padanistes une façon de dire qu'ils sont chez eux et que chez eux ce n'est pas l'Italie. On peut d'autant plus comprendre que le projet de loi traite de la toponymie, quand on sait que c'est l'europarlementaire Francesco Speroni qui est directement intervenu en ce sens. Or, à cette époque, Speroni présidait le Parlement Padan (Parlement virtuel animé une fois par mois par les militants) dont la commission culture (le Parlement Padan était divisé en commissions thématiques) avait rédigé un projet de loi visant à récupérer la « toponymie historique ». Speroni, comme il le dit lui-même, se fait alors le porte-parole du Parlement Padan en faisant remonter des propositions auxquelles les militants sont attachés<sup>7</sup>. Si la Dévolution (votée en 2005) a été abrogée par référendum en 2006, la Ligue a néanmoins réussi à trouver un moyen pour légiférer sur la toponymie. Profitant du vote du nouveau code de la route, le parti, alors au gouvernement, a proposé un amendement introduisant la possibilité de rajouter le nom en dialecte sur les panneaux signalétiques touristiques de compétence des communes (se distinguant des autres par leur couleur marron). Inséré dans un texte technique (il s'agissait d'introduire le permis à point et autres mesures du même ordre), cet amendement est passé inaperçu, ce qui aurait été différent dans le cas d'une loi portant spécifiquement sur la langue, matière plus symbolique et pour cela délicate. Le nouveau code de la route ayant été approuvé le 27 juin 2003, les léguistes ont donc fini par obtenir le pouvoir d'utiliser le dialecte dans la signalétique. Cela dit, comme le montre le cas controversé de Bergame, la légalité des panneaux n'est pas une garantie de leur pérennité.

### **Quand Bergamo devient Berghèm**

Bergame et sa province sont l'un des points de force de la Ligue. Le maire de la ville n'a pourtant jamais été léguiste. Comme il arrive souvent là où le parti est suffisamment fort pour avoir des élus en se présentant seul, la Ligue, jusqu'en juin 2009, n'a jamais voulu s'allier aux partis de centre-droite pour les élections municipales, y compris lorsqu'elle gouvernait le pays avec ces mêmes partis (comme en 2004). En 1995 et en 2004 cette dispersion des forces de droite a permis à la coalition de centre-gauche, pourtant minoritaire dans la ville, de gagner les municipales. En 1999, en revanche, Cesare Veneziani, soutenu par *Forza Italia*, AN (droite de descendance fasciste) et UDC (catholiques) l'a emporté malgré la présence d'un candidat léguiste. La Ligue, à l'époque encore indépendantiste, s'est donc retrouvée dans l'opposition au conseil municipal. Mais, en 2001, la Ligue a réintégré la coalition de centre-droite. Ce contexte national a eu des répercussions locales. Le maire Cesare Veneziani se devait désormais de prendre davantage en considération les demandes des conseillers

---

<sup>6</sup> *Corriere di Como*, 13 novembre 2001.

<sup>7</sup> Lire l'interview de Francesco Speroni dans *La Padania*, 22 novembre 2001.

léguistes qui, quant à eux, s'ils sont restés officiellement dans l'opposition, se devaient de ne pas être trop critiques envers le maire. La Ligue a profité de cet échange de bons procédés pour faire voter en avril 2002 l'une de ses vieilles revendications, l'installation de panneaux dialectaux. La motion léguiste proposait d'ajouter à la signalétique officielle des panneaux touristiques (de couleur marron) portant l'inscription *Berghèm* pour les installer à l'entrée de la ville. Des tentatives en ce sens avaient été faites depuis 1995 par les conseillers léguistes, et notamment par le secrétaire de la LN à Bergame, le jeune comptable Daniele Belotti, mais la précédente majorité de centre-gauche n'avait jamais voulu en entendre parler. En 2002, en revanche, la motion léguiste a été approuvée grâce aux votes des conseillers de la Ligue, mais aussi de *Forza Italia* (le parti de Silvio Berlusconi). L'opposition de gauche a voté contre, tout comme le groupe d'Alliance Nationale (droite de descendance fasciste et pour cela attachée à l'unité nationale) qui faisait partie de la majorité municipale. Constatant le désaccord de sa majorité sur la question, le maire de *Forza Italia* n'a pas voté avec les conseillers de son groupe et s'est abstenu. Bergame est ainsi devenue le premier chef-lieu de province (131.000 habitants selon le recensement de 2001) à avoir son nom en dialecte à l'entrée de la ville, ce qui n'est pas passé inaperçu.

Le ministre des infrastructures Pietro Lunardi, de *Forza Italia*, appartenant pourtant à la coalition de centre-droite tout comme la Ligue, a jugé qu'aucun texte de loi ne permettait au conseil municipal de Bergame de prendre une telle décision et que les panneaux devaient donc être enlevés. Face à cette « *attaque de la bureaucratie romaine* », le responsable du parti chargé de la question linguistique, a lancé, conjointement à la section de Bergame, un appel à manifester en défense des panneaux. On peut y lire : « *les oppresseurs italiens, conscients de l'effet révolutionnaire que les panneaux bilingues et le soutien à nos cultures peuvent avoir, essayent de toutes les façons d'étouffer toute tentative destinée à donner une juste dignité à nos cultures* »<sup>8</sup>. La section léguiste de Bergame a diffusé quant à elle un communiqué de presse accusateur daté du 2 juillet 2002 : « *dans les régimes les plus durs, qu'ils soient fascistes ou communistes, dans les moments les plus sombres de l'histoire, la répression commençait toujours en incarcérant et, comme premier acte, en enlevant le nom et en donnant un numéro. Les Bergamasques ne se feront pas donner un numéro à la place du nom de leur Terre : Berghèm c'était et Berghèm ça restera !* ». De fait, les panneaux sont restés en place et leur situation a été régularisée en 2003 par le vote du nouveau code de la route. Pourtant, leur durée de vie a été courte.

Le nouveau maire de la ville, Roberto Bruni, élu par la coalition de gauche en 2004, a fait enlever ces panneaux peu après les élections. Il s'agissait d'ailleurs de l'un des premiers points de son programme électoral.

Le conseiller communal léguiste Daniele Belotti, dans une lettre au maire, parle de la « *blessure à la dignité, à l'orgueil, à la culture, à l'histoire, à la langue du peuple bergamasque* » qu'a ouvert le « *blitz de ferragosto* »<sup>9</sup> avec lequel le maire a fait enlever le toponyme Berghèm<sup>10</sup>. Pour réparer cet outrage, des inconnus, que l'on peut présumer sans trop de risques être des militants léguistes, ont fait produire des autocollants marrons *Berghèm*, en tout identiques à l'ancien panneau, et les ont collés à plusieurs reprises sur la signalétique officielle en italien.

En signe de protestation contre le nouveau maire de Bergame, Roberto Legramanti, maire léguiste de Cologno al Serio, une commune limitrophe, a fait rajouter aux indications

---

<sup>8</sup> Mailing *padanismo*, 3 juillet 2002.

<sup>9</sup> Fête du 15 août, lors de laquelle les villes sont désertes. C'est le moment choisi par le maire pour enlever les panneaux Berghèm, d'où l'accusation de Bilotti qui parle de blitz.

<sup>10</sup> *L'Eco di Bergamo*, 6 août 2007. Voir aussi le site de Daniele Bilotti : [www.danielebilotti.net](http://www.danielebilotti.net)

routières en italien expliquant comment se rendre dans le chef-lieu de province, les indications en dialecte.

Mais le nouveau maire ne s'est pas laissé décourager par ces protestations. Non content d'avoir éliminé le *Berghèm* cher aux léguistes, il a fait installer en juillet 2007 dix nouveaux panneaux touristiques ornés du visage de Garibaldi et sur lesquels on peut lire : « *Bergamo. Città dei Mille* ». Le maire voulait ainsi rendre hommage aux 180 bergamasques ayant participé à l'expédition de Garibaldi dont on fêtait le bicentenaire de la naissance. Garibaldi, héros national par antonomase, était parti en Sicile avec 1.000 hommes seulement, dont presque un cinquième étaient bergamasques, afin d'unifier le pays. Les léguistes, qui considèrent que Garibaldi était venu à Bergame recruter à cause de la pauvreté de ses habitants, sont outrés de voir ainsi la ville considérée comme le fer de lance de l'unification. L'eurodéputé Borghezio a immédiatement réagi en menaçant : « *les panneaux garibaldiens ne vont pas durer longtemps* ». En effet, la nuit, un autocollant « *Berghèm* » a recouvert « *Città dei Mille* ». À la place du visage de Garibaldi est apparu le logo de la Ligue du Nord<sup>11</sup>.

En juin 2009, un nouveau maire est élu : il s'agit de Franco Tentorio, du parti Alliance Nationale. Pour la première fois, la droite s'est présentée unie aux élections municipales. La ville est donc désormais gouvernée par *Forza Italia*, AN et la Ligue, coalition qui gouverne également le pays tout entier. Dès que la droite a repris la mairie, la question des panneaux en dialecte s'est à nouveau posée. Le maire, qui était à l'époque conseiller municipal, n'avait pas voté, en 2002, en faveur des panneaux dialectaux, tout comme les autres conseillers de son parti. Pourtant, devant une Ligue en pleine expansion électorale depuis les législatives de 2008 et désormais membre de la majorité municipale (ce qui n'était pas le cas en 2002), est-ce que le maire pourra s'opposer à la requête des léguistes de remettre les panneaux en dialecte ? Interrogé par la presse à ce sujet, il répond, diplomatiquement, que ça sera au conseil municipal de trancher si oui, ou non, les panneaux « *Berghèm* » vont refaire surface.

L'histoire controversée des panneaux bergamasques, dont le dernier mot n'a peut-être pas encore été écrit, révèle la politisation de la question dialectale. Utilisé par la Ligue, le dialecte prend une signification antiunitaire, alors qu'auparavant il incarnait une forme d'expression populaire, à la limite l'expression d'une mentalité localiste, mais certainement pas un indicateur d'anti italianité. L'utilisation du dialecte est donc devenue délicate pour les maires qui ne sont pas léguistes, même si certains s'y risquent encore.

Pendant l'été 2007, dans la ville de Brescia, voisine de Bergame et fort semblable, sont apparues des affiches disant « *Brèsa* (Brescia en dialecte). *My beautiful city* ». Collées partout en ville, ces affiches avaient pour but d'assurer l'autopromotion du maire de centre-gauche Paolo Corsini, à son deuxième mandat. La gauche aussi peut encore donc mobiliser le dialecte. Mais, en comparaison avec Bergame, l'usage du dialecte était à Brescia d'un tout autre ordre. Les affiches de Brescia sont ironiques. Il s'agit d'assumer l'image provinciale de la ville (incarnée par le dialecte) tout en la tournant en dérision (l'association à l'anglais et à l'image de la grande capitale). Si cette utilisation du dialecte dénote, comme à Bergame, une forme de fierté locale, elle accentue aussi son côté risible. C'est une invitation à prendre cet orgueil localiste au deuxième degré, à le relativiser, à en rire. Le rire est d'ailleurs la réaction que ces affiches ont suscitée chez les habitants de la ville que j'ai pu observer.

Le panneau signalétique disant aux visiteurs qu'ils arrivent à *Berghèm*, en revanche, n'était pas là pour faire rire, mais pour marquer le territoire et faire ainsi d'une ville où l'on parle le

---

<sup>11</sup> *Il Venedrdi*, 27 juillet 2007.

dialecte une ville padane. Ces panneaux parlaient moins de l'amour des léguistes pour la langue locale que de leur haine de l'Italie. Leur but était également de signaler aux « extracommunautaires » (terme d'apparence technique mais en fait méprisant désignant les immigrés en provenance de pays pauvres) qu'ils ne sont pas chez eux. Ce n'est pas un hasard si les léguistes ont été accusés de racisme dans leurs opérations de dialectisation des panneaux, ce qui peut paraître au premier abord incongru, mais pas le maire de Brescia. Dans les courriers de militants padanistes reçus par le quotidien local, cet aspect a souvent été ouvertement évoqué : ça faisait du bien de voir les panneaux en dialecte dans une ville de plus en plus « envahie par les immigrés » et risquant donc de « perdre son identité ». On comprend alors pourquoi le maire bergamasque de centre-gauche considérait ces mêmes panneaux comme « un symbole de fermeture ». S'il les a fait enlever, dit-il, c'est parce qu'il pense que les panneaux situés à l'entrée de la ville doivent s'adresser non pas aux habitants mais aux nouveaux venus qui « recherchent hospitalité et s'attendent à être accueillis »<sup>12</sup>.

Le cas de Cesarino Monti, maire de Lazzate (6.000 habitants, province de Milan) et sénateur léguiste, illustre parfaitement cette consubstantialité, chez les élus léguistes, de la défense du dialecte (et plus généralement de ce qu'ils appellent « l'identité ») et de la xénophobie. Cesarino Monti a rajouté « *commune de Padanie* » sur le panneau d'entrée de la ville, nommé « *via Padania* » une importante rue du centre ville, créé une rue « Soleil des Alpes » (nom du symbole figurant sur le drapeau padan) et fait installer des panneaux en dialecte dans les rues, mais il a aussi voulu introduire, dans le plan d'urbanisme de 2004, l'interdiction de faire construire des édifices avec des « caractéristiques arabes » pour « ne pas dénaturer le style architectural local ». À Biassono (province de Milan), qui a aussi sa « rue Padanie », ce sont les femmes voilées que le maire léguiste a voulu interdire en 2004, condamnées à une peine d'amende de 400 euro si elles circulaient ainsi vêtues en ville. À Rovato (province de Brescia), en plus de baptiser une rue en hommage à la Padanie, le maire léguiste a voulu se distinguer en 2001 par une ordonnance, qu'il a dû ensuite retirer, interdisant aux « musulmans de circuler à moins de 15 mètres des églises ». A la Ligue, donc, la « défense de l'identité » (dont le dialecte) rime avec le rejet de toute diversité religieuse, vestimentaire, voire architecturale. La nomination dialectale ou la padanisation des rues sont donc une forme de marquage du territoire dont le but est à la fois de signifier que « *Padania is not Italy* » (autocollant produit par le parti et collé un peu partout par les militants léguistes) et que les immigrés ne sont ici pas chez eux.

Ainsi, la Ligue, comme le montre le cas des panneaux signalétiques, continue, au Nord, à monopoliser la question du dialecte. En retour, toute utilisation publique du dialecte ou toute action volontariste sont automatiquement associées au léguisme, ce qui a fortement politisé la question dialectale. Ainsi, le chanteur Davide Van de Sfroos<sup>13</sup>, du fait qu'il utilise le dialecte du lac de Côme, zone où la Ligue est bien implantée, doit se justifier, dans chaque interview, pour ne pas apparaître comme un partisan de Bossi.

En s'accaparant les dialectes, le parti, faute d'une langue, fournit à la Padanie un « patrimoine linguistique » supposé être à la base de sa spécificité. Ici comme ailleurs, donc, « la logique qui préside à l'émancipation linguistique et qui se mue en combat politique est celle de l'appropriation et de la désignation : telle langue est désignée comme appartenant intrinsèquement à telle communauté » (Von Busekist 2006, p. 248).

---

<sup>12</sup> *L'Eco di Bergamo*, 9 août 2007.

<sup>13</sup> Davide Van de Sfroos signifie en dialecte *van di frodo*, ils fraudent, en référence aux contrebandiers du Lac de Côme, où il a grandi. Son album de folk dialectal « ...E Semm partii », sorti en octobre 2001, a été vendu à plus de 50.000 exemplaires.

## **Bibliographie**

BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982.

VON BUSEKIST, Astrid, « Succès et infortunes du nationalisme linguistique », in, Alain DIECKHOFF, Christophe, JAFFRELOT (dir.), *Repenser le nationalisme. Théories et pratiques*, Paris, Presses de Science Po, 2006, pp.227-262.

THIESSE, Anne-Marie, *La création des identités nationales. Europe 18ème-20ème siècles*, Paris, Le Seuil, 1999.

VANDELLI, Luciano, *Devolution e altre storie. Paradossi, ambiguità e rischi di un progetto politico*, Bologne, Il Mulino, 2002.